

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N° 351 - 8 au 21 janvier 1982

18^e ANNÉE 3 F

CE QU'ENSEIGNE LA LUTTE DES OUVRIERS POLONAIS

Le grand mouvement des ouvriers polonais est parti de revendications de défense des conditions de vie et de travail et s'est donné une organisation pour cette lutte, Solidarnosc.

Ce mouvement grandiose a marqué une grande étape dans la reprise de la lutte de classe du prolétariat à l'échelle internationale. Après l'agitation ouvrière dans les pays de jeune capitalisme les plus frappés par la crise (Maghreb, Amérique Latine, Moyen Orient), il réintroduit en effet la lutte de classe au coeur de la vieille Europe bourgeoise et impérialiste. Il marque aussi un progrès formidable de cette lutte, qui est ainsi passée des émeutes et des mouvements spontanés à une lutte organisée de grande envergure.

C'est ce mouvement puissant, déterminé par de profondes rai-

sons matérielles et historiques, que le coup de force de Jaruzelski prétend briser, avec l'appui, ouvert ou discret mais certain, des bourgeoisies de tous les pays, de l'Est et de l'Ouest.

Son caractère authentiquement prolétarien ne peut être caché par la tentative des bourgeoisies de l'Est de l'imputer à une provocation impérialiste occidentale, ni par la tentative des bourgeoisies de l'Ouest de canaliser la révolte suscitée par la répression en Pologne dans une campagne belléiste sur le terrain des disputes entre marchands d'esclaves. Il est un encouragement formidable à la lutte des prolétaires du monde entier.

La lutte des ouvriers polonais avait déjà montré en 1980 qu'une grande organisation de lutte immédiate indépendante de l'Etat peut naître à la faveur d'un fort

mouvement prolétarien. Mais elle a été précédée par un long travail d'agitation et a trouvé une ossature dans une organisation préalable, lancée par l'initiative de courants politiques précis quatre ans auparavant.

La période qui va d'août 1980 à décembre 1981 a montré que la défense décidée des conditions de vie, de travail et de lutte des ouvriers, provoquée par la crise capitaliste, devient nécessairement à son tour un facteur de crise du capitalisme, national et international. Ce n'est pas une raison pour cesser la lutte. Cela pose dans les faits le problème des conditions économiques et sociales susceptibles de rendre possible la satisfaction des revendications que la société présente pétième, et donc le problème du pouvoir politique.

C'est pour répondre à cette réa-

lité indépendante de la volonté des uns et des autres, que Solidarnosc a dû se donner une plateforme politique générale, que les courants politiques existant en son sein ont tout naturellement été portés à lui fournir, pour guider et diriger l'organisation des masses ouvrières dans la lutte avec l'Etat. La faillite des réponses données à ce problème ne remet pas en cause cette fonction de direction, c'est-à-dire le besoin du parti politique, mais l'orientation démocratique et réformatrice.

Le coup de force de Jaruzelski montre que les voies de la modération mènent au précipice. La condition d'un compromis entre l'Etat, l'Eglise et Solidarnosc était que la classe ouvrière accepte volontairement les sacrifices exigés par les besoins de l'économie

nationale et les banquiers de l'Est et de l'Ouest.

Les événements tragiques de Pologne confirment cette vérité marxiste que si la classe ouvrière veut vivre, le système économique et social fondé sur la concurrence entre les entreprises — qu'elles soient privées ou publiques — et entre les économies nationales, c'est-à-dire la production pour le marché et pour le profit, le système fondé sur la concurrence entre les travailleurs, c'est-à-dire le salariat, bref, le capitalisme, doit périr.

Le coup de force de Jaruzelski montre que les partisans du compromis endorment la vigilance des prolétaires, les désarment politiquement et physiquement pendant que l'adversaire fourbit tranquillement ses armes et

(Suite page 2)

TRAVAILLEURS SANS PAPIERS

Préparer la lutte contre les expulsions

Au terme de la campagne de «régularisation exceptionnelle des sans-papiers» (31 déc. 81), gracieusement prolongée de quinze jours, un peu moins de 100.000 dépôts de dossiers auraient été effectués. Si nous reprenons les estimations avancées par le gouvernement, qu'il s'empresse d'ailleurs de contester aujourd'hui (voir la conférence de F. Autain à Lille), c'est-à-dire 300 à 400.000 sans-papiers, ce sont près de 200 à 300.000 sans-papiers qui vont de nouveau se retrouver dans la clandestinité.

Sur ces 100.000 travailleurs disposant à ce jour de récépissés, seulement 15.444 se sont vu délivrer une carte de travail et une carte de séjour (ou une carte de résidence s'ils sont algériens).

De plus, ces cartes de travail, dont la durée de validité n'est que d'un an, enchaînent totalement le travailleur à son patron et à son secteur d'emploi puisque la mobilité y est expressément interdite. Nous retrouvons là une version fidèle de la fameuse loi Bonnet, que le gouvernement est censé avoir abrogée.

Pour le reste, la validité du récépissé sera prorogée théoriquement jusqu'à ce que le travailleur puisse prouver qu'il occupe un emploi stable. Indéfiniment ? Sans doute pas. Le gouvernement compte beaucoup, pour sauvegarder sa bonne conscience «socialiste», sur les contraintes matérielles et le manque de ressources pour inciter bon nombre d'entre eux à quitter la France en direction soit de leurs pays d'origine, soit d'autres pays d'Europe. En effet, si le récépissé protège encore des contrôles policiers, il ne donne pas pour autant droit à l'emploi puisque les patrons n'en veulent pas.

Ceux qui tiendront malgré tout le coup, iront gonfler la masse des clandestins à la grande satisfaction des patrons qui pourront de nouveau — dans des conditions encore plus dures qu'avant — les exploiter sans vergogne. Quand on sait l'impunité dont ont joui récemment certains patrons lors de cette campagne (secteur de la diffusion de prospectus) et le soutien indi-

(Suite page 7)

LA TRAJECTOIRE DE SOLIDARNOSC CONFIRME

La voie du compromis mène au précipice

La lutte revendicative décidée de la classe ouvrière polonaise a mené au point où, comme nous l'avons déjà montré dans ces colonnes, se posait le problème du cadre politique qui pouvait assurer leur

satisfaction et les garanties. La lutte a donc posé de façon objective la question du pouvoir politique, sans que la classe ouvrière y soit encore préparée.

La clé de la solution : le pouvoir politique

La lutte revendicative est donc arrivée en Pologne à un point où, de façon objective, la clé de la solution est politique. Toutes les forces sociales doivent se déterminer par rapport à la question du pouvoir.

Dans la société polonaise, la classe ouvrière est parvenue à gagner une liberté de mouvement très large dans l'organisation Solidarnosc. Les besoins politiques qui se sont dégagés vont donc passer par le canal de Solidarnosc. Il n'y en a pas d'autre. C'est dans ce cadre que la grande masse des ouvriers, et même des couches moyennes salariées peuvent poser les questions de la lutte sociale et chercher à y faire face. C'est donc dans le cadre de Solidarnosc que s'est posé le problème politique, et que les différents courants qui ont réussi à conquérir une influence dans le mouvement ouvrier grâce à leur participation aux luttes immé-

diates, ont pu apporter leur perspective, leur solution politique.

C'est la raison pour laquelle tout le monde a vu que Solidarnosc était contraint de prendre des positions politiques. C'était indispensable. La question est de savoir quelles positions.

En l'absence de conditions historiques et politiques favorables au développement du réseau du parti marxiste révolutionnaire en Pologne, ce sont les courants et groupes social-démocrates et religieux qui ont pu imposer une orientation à la lutte et à l'organisation ouvrière, Solidarnosc, sur la question du pouvoir politique.

Ces courants ont joué en fait la fonction du parti politique, qui est amené à un moment donné à diriger les organisations immédiates et à les transformer pour les besoins de la lutte prolétarienne en levier de la lutte politique.

La perspective avancée : celle de la République autogestionnaire

La formule de l'autogestion est on ne peut plus vague, et elle est à la mode depuis longtemps en Pologne. Il y a plusieurs raisons à cela. Si, selon la propagande offi-

(Suite page 3)

DANS CE NUMERO A 8 PAGES:

- POLOGNE: (pages 2 et 3)
- L'Eglise sanctifie le réformisme (p. 4)
- Un «Socialisme réel» capitaliste à 100% (p. 5)
- Actions communes entre partis (p. 6)

L'impérialisme français champion de l'hypocrisie

Certains prétendent que la France n'obéirait pas aux mêmes intérêts que les autres pays, qu'elle serait même en passe de prendre la tête d'un véritable «élan de solidarité» vis-à-vis des ouvriers polonais. Ces affirmations reposent sur des mensonges et cachent précisément les intérêts particuliers que défend l'impérialisme français dans cette affaire, sans parler des règlements de comptes internes à la bourgeoisie qui ont lieu à cette occasion.

Mensonges: la France «socialiste» et «libre» se «reconnaît» dans la lutte des ouvriers polonais. Mais alors pourquoi les déclarations abruptes de Cheysson puis embarrassées de Mauroy ? Pourquoi cette autre déclaration de Mitterrand affirmant que «le monde tel qu'il est ne peut être changé» (La Lettre de l'Expansion du 21/12/1981) ? Et surtout, pourquoi aucune mesure concrète gênant les bonnes relations avec le pouvoir en Pologne ? Pourquoi le gouvernement ne passe-t-il pas l'éponge sur la dette

polonaise, les milliards de francs que la Pologne doit au gouvernement français et aux banques nationalisées, en premier lieu à la Société Générale et à la BNP ?

A toutes ces questions on peut répondre ceci: il ne faut pas confondre la réalité d'une politique bourgeoise avec les allures qu'elle se donne. Le gouvernement PS-PC ne tient pas à couper les ponts avec les pays de l'Est et avec l'URSS, tels qu'ils sont et tels qu'ils «ne peuvent pas changer» (pour reprendre le mot de Mitterrand). Et il est lui aussi intéressé à ce qu'«on» remette en Pologne les ouvriers au travail... Voilà pourquoi Bérégovoy, en commentant le Conseil des ministres du 23/12 indiquait que «la France avait aussi parlé plus haut que ses partenaires occidentaux». Parler plus haut, c'est ce dont il s'agit !

Intérêts particuliers: Il est vrai que la bourgeoisie française apparaît comme moins lâche que la bourgeoisie allemande, par exemple. C'est en France et sous l'impulsion des forces de gauche «non communiste» (et donc aussi

du gouvernement à majorité socialiste) que se sont déroulées les plus importantes manifestations de «solidarité à la Pologne». Pourquoi ? Parce que la bourgeoisie française a toujours eu historiquement des visées sur l'Europe de l'Est et plus particulièrement sur la Pologne, ne serait-ce que pour prendre à revêts la bourgeoisie allemande toujours perçue comme dangereuse.

De Gaulle, en revendiquant une Europe «allant de l'Atlantique à l'Oural» et en armant la France de bombes nucléaires, a aussi montré, avec éclat, que la bourgeoisie française entend jouer son propre jeu entre les deux grands... Mitterrand ne fait que poursuivre la politique de défense des intérêts bien compris de la France impérialiste.

L'Europe, principal enjeu et principal «théâtre» de la prochaine guerre impérialiste mondiale, n'est pas seulement un champ de rivalités entre les deux grands, elle est aussi un terrain d'affrontement pour les impérialismes de second rang.

EXEMPLES DE SOLIDARITE PROLETARIENNE

La solidarité avec les ouvriers polonais est l'affaire des ouvriers. Elle ne peut pas se mélanger avec la fausse solidarité des bourgeois et des gouvernements occidentaux et de leurs agents dans la classe ouvrière. Cette solidarité existe. En voici quelques exemples.

A Dunkerque, des travailleurs d'Usinor, qui avaient organisé il y a quelques semaines une rencontre avec un délégué de Solidarnosc de Gdansk, disent dans un tract que «leur combat dans un pays de l'Ouest contre l'exploitation des travailleurs est le même que celui des travailleurs de l'Est».

A Rouen, un navire polonais a été occupé en solidarité avec les prolétaires polonais par des militants et des travailleurs. Ils ont fraternisé avec les marins et affirmé dans un tract diffusé dans la ville qu'ils «n'attendent rien du gouvernement français ni du front des pleurnichards et des traîne-savates».

A Mayenne, le groupe «Travailleurs Unis pour la Lutte» déclare : «Notre soutien d'ouvriers, ce n'est pas de pleurer devant ce qui se passe, ce n'est pas d'appeler au retour de la paix sociale ni à la réconciliation nationale. C'est aussi nous défendre et nous organiser contre nos exploités».

A côté de cela, des groupes de

prolétaires combattent dans les sections syndicales où une vie est possible, dans des organismes de lutte ouvrière et dans les comités nés pour la solidarité avec les ouvriers polonais, la politique démoralisante et désastreuse qui consiste à «faire pression sur le gouvernement pour qu'il vienne en aide aux ouvriers polonais», (comme s'il venait ici en aide aux ouvriers immigrés ou français!).

D'autres cas se présentent, où des groupes de travailleurs ont effectué des collectes et ne veulent pas les remettre à des caisses tenues par des bonzes, CFDT ou CGT ou à l'Eglise, qui l'utiliseraient comme moyen de pression sur les prolétaires les plus combattifs. Ils ont raison : les collectes ne doivent être remises qu'à des gens de confiance. Si on ne le peut pas encore, des contacts sûrs finiront par s'établir et, de toute façon, il faudra ici aider des réfugiés dont une partie cherchera bien à éviter de tomber à la merci d'organismes dont l'orientation est précisément celle qui a mené Solidarnosc à la catastrophe.

Nous saluons toutes ces réponses qui défendent le caractère prolétarien de la lutte et savent se traduire en termes concrets : elles se placent sur un terrain fécond !

Règlements de comptes entre fractions bourgeoises

L'accentuation de la crise du système capitaliste, les tensions croissantes entre les pays bourgeois, l'instabilité qui se généralise ne peuvent que favoriser des déchirements internes à l'intérieur de la bourgeoisie elle-même.

Les événements de Pologne ont aussitôt été utilisés par la droite française classique: ne voyait-on pas là une nouvelle démonstration du rôle dévastateur du «communisme» ? Mais le miroir polonais ne fait que renvoyer à nos bourgeois l'image de leur propre système qui, du Chili à la Turquie, remet les ouvriers au travail à l'aide des chars et des massacres.

Mais d'autres fractions se sont agitées sur la Pologne: c'est ainsi que la CFDT s'est mise en avant et a même secoué quelque peu le PS. Il y a eu aussi les affrontements au sein de la CGT, de la base au sommet.

L'ex-extrême gauche officielle, c'est-à-dire la LCR,

l'OCI, les restes du maoïsme avec le PCML ou le PCR, s'est comportée comme une force d'appoint non négligeable dans les manifestations organisées par la CFDT et le PS. Sans elle, il aurait été plus difficile de faire converger les réactions saines et sincères de milliers de jeunes et de travailleurs dans ces manifestations où se trouvaient rassemblés les socialistes (aujourd'hui au gouvernement et si embarrassés sur la Pologne) ainsi que des forces de droite carrément anti-ouvrières !

La confusion qui en découle et qui règne autour de la notion même de «solidarité» est habituellement utilisée par le PCF et la direction confédérale de la CGT. Ceux-ci cherchent des prétextes pour ne pas avoir à répondre sur leur appui même pas critique au coup d'Etat militaire.

Certes l'attitude du PC et de la direction confédérale de la CGT suscite bien des remous dans cette centrale. Au-delà des réactions saines des travailleurs à la base, il y a l'utilisation qui en est faite par les «oppositionnels» (socialistes, démocrates ou gauchistes). Le PC joue sur ces confusions, dénonce les «manœuvres» des uns et des autres. Il n'en

demeure pas moins que ses positions sont carrément anti-ouvrières et que les arguments fallacieux des staliniens doivent être combattus avec d'autant plus de force par les révolutionnaires, que l'hypocrisie du PS, flanqué des alliés encombrants que sont le RPR et l'UDF, provoque beaucoup de méfiance chez les travailleurs. Le matraquage des médias sur la Pologne peut aussi renforcer cette méfiance.

La CFDT a fait un énorme tapage autour de la Pologne, en redorant facilement son blason par rapport au PCF et à la CGT. Il est évidemment plus facile de défendre Solidarnosc que de se porter ici sur le terrain des luttes où on est obligé de montrer de quel côté on se met, celui du gouvernement «socialiste» contre les exigences ouvrières. Les exemples de la grève Renault ou de la lutte des sans-papiers suffiraient à le montrer.

Tout comme il y a 6 mois le PCF faisait campagne sur l'Irlande pour cacher son aplatissement complet face au PS afin de pouvoir entrer au gouvernement, aujourd'hui la CFDT et les gauchistes se mobilisent sur la Pologne pour escamoter les besoins de la lutte ouvrière ici.

Ce qu'enseigne la lutte des ouvriers polonais

(Suite de la page 1)

attend le moment favorable pour attaquer.

Il confirme cette vérité marxiste que la classe ouvrière sera esclave tant que la machine militaire, policière et administrative de l'Etat bourgeois restera debout, et que toute lutte décidée doit donc se préparer à l'affronter, en attendant de pouvoir la briser par l'insurrection et d'instaurer sur ses ruines son pouvoir révolutionnaire, la dictature du prolétariat.

L'appui donné à Jaruzelski par les bourgeois de tous les pays, qui ont vu dans son coup de force «la solution la moins mauvaise» malgré la violence des disputes impérialistes, montre que tous les Etats capitalistes ne font qu'un contre le prolétariat. Il donne raison au marxisme selon lequel le prolétariat ne peut vaincre qu'en unissant ses rangs à l'échelle internationale grâce à un parti international, et ne peut songer être assuré du succès qu'après l'écroulement de la poignée des grands Etats impérialistes qui mettent les masses exploitées du monde entier sous le joug.

Les forces politiques qui ont dirigé Solidarnosc n'étaient préparées à l'affrontement ni par leur orientation, ni par leur organisation. L'arrestation des principaux dirigeants de Solidarnosc et le démantèlement de l'organisation montrent le besoin pour le prolétariat de se donner un parti qui, à côté de l'organisation publique, s'assure de la solidité d'un réseau clandestin apte à préserver la continuité de la lutte même dans les circonstances les plus difficiles.

Le coup de force de Jaruzelski permet également de voir que pour riposter à un adversaire unifié, discipliné et centralisé, et à plus forte raison pour être capable de l'abattre, la classe ouvrière doit disposer d'un parti révolutionnaire fort, capable de concentrer au moment décisif toutes les énergies de la classe au point d'attaque, c'est-à-dire d'un parti lui-même fortement centralisé.

La lutte gigantesque des ouvriers polonais a détruit les dernières prétentions des faux partis communistes du monde entier et des Etats de l'Est à se réclamer du socialisme, vocable sous lequel ils cherchent à cacher l'exploitation capitaliste la plus féroce. Elle détruit aussi leurs prétentions à l'internationalisme, avec lesquelles ils ne font que recouvrir les crimes de l'impérialisme russe, et à parler au nom du marxisme, qu'ils prostituent en désorientant la classe ouvrière. La lutte confirme en même temps la validité de la théorie marxiste et du programme communiste, ceux de Marx et de Lénine, qui restent les armes de l'émancipation prolétarienne.

La secousse donnée par la lutte prolétarienne dans un pays qui, comme la Pologne, est un point névralgique de l'ordre impérialiste mondial, accentue naturellement les disputes impérialistes et les préparatifs d'une nouvelle guerre mondiale vers laquelle se précipite le capitalisme en crise, si la révolution prolétarienne ne lui tord pas le cou avant.

Mais cette lutte, qui est la manière prolétarienne de répondre à la crise capitaliste, confirme que nous sommes définitivement entrés dans une époque nouvelle, qui n'est pas seulement une époque de guerres, mais aussi de révolutions.

Les prolétaires polonais ont consenti des sacrifices énormes qui nous permettent de retrouver les armes de classe. C'est maintenant l'affaire des prolétaires de tous les pays de les employer pour leur lutte. Il est grand temps de se préparer à vaincre !

Aujourd'hui ces mots du Manifeste du Parti communiste de 1848 sont plus vivants que jamais : «Puissent les classes dirigeantes trembler à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner.»

PROLETAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Sous presse

Brochure Le Prolétaire

VIVE LA LUTTE DES OUVRIERS POLONAIS

- Une lutte authentiquement prolétarienne
- Riches enseignements de cinq années de lutte. 1976-81
- Et maintenant, où va la classe ouvrière ?
- Défendre les prolétaires polonais c'est l'affaire de notre classe

48 pages. 6 francs.

Marchais et la Pologne

Pour le PCF et les bonzes CGT, l'état de guerre est la «solution la moins mauvaise»: il «évite la guerre civile».

Naturellement le PCF fait peur avec la guerre civile, car les ouvriers sont aujourd'hui désarmés devant un Etat armé juf qu'aux dents. mais pourquoi cela ? Parce que la société bourgeoise produit nécessairement la lutte entre ouvriers et bourgeois, et que l'Etat aux mains des capitalistes est une armée de guerre civile contre les prolétaires. Dire qu'il est fait pour éviter la guerre civile, c'est donc simplement dire aux ouvriers: la seule manière d'éviter les coups, c'est de rester couchés ! Seulement la meilleure preuve que c'est impossible est l'existence même de l'armée et de la police bourgeoises...

La morale de Marchais, Krasucki et Cie est vraiment celle des esclavagistes !

SOLIDARNOSC, SYNDICAT OU PARTI?

On a accusé Solidarnosc de devenir un parti politique. C'est faux: Solidarnosc était, comme toute organisation ouvrière qui se pose à un certain moment le problème de la lutte politique, contrainte de suivre une orientation politique précise pour cette lutte. Or cette direction politique est donnée par des courants politiques qui ont joué le rôle de partis politiques.

Solidarnosc a été mené tout naturellement à subordonner ses revendications immédiates à une perspective politique, à être dirigé, bien ou mal, par un «parti». Mais comme ce n'est pas par lui, le parti contre-révolutionnaire au pouvoir clame: «Il faut que Solidarnosc soit subordonné au parti», c'est-à-dire au parti national-communiste officiel! Cela signifie la subordination du mouvement et de l'organisation ouvrière à l'Etat capitaliste.

Une fausse leçon serait d'en tirer qu'il faut «rester sur le terrain immédiat». Certains courants dans Solidarnosc l'ont fait, mais le passage à la lutte politique est à un certain moment de la lutte une exigence irrépressible. Une autre fausse leçon serait de tirer de la catastrophe le refus de la direction du parti. Un tel état d'esprit risque de se répandre. Mais la lutte a montré qu'une direction politique est une nécessité impérieuse. Et que cette direction doit être centralisée pour répondre de façon unitaire à la centralisation de l'adversaire.

La véritable leçon est qu'il faut un parti bien orienté, sur la position et le programme du prolétariat, le parti révolutionnaire de classe.

Paris 1871 — Varsovie 1981

LE DANGER DEMOCRATIQUE

Mars 1871. Le soulèvement des ouvriers parisiens provoque le retrait des troupes de Thiers à Versailles. Le pouvoir tombe aux mains des ouvriers. Mais leurs chefs, au lieu de préparer une mesure énergique, marcher sur Versailles, préparent des élections... Pendant ce temps, Thiers se ressaisit, organise la contre-révolution. Le manque d'énergie et d'autorité, caché sous les justifications de la démocratie, a perdu la Commune de Paris.

Décembre 1981. Jaruzelski réclame les pleins pouvoirs pour mettre les ouvriers au pas. Selon Seweryn Blumstajn, un dirigeant de Solidarnosc qui était à Paris au moment du coup de force: «personne n'avait imaginé que le pouvoir allait prendre des mesures aussi brutales, et Solidarité n'y était pas préparé techniquement. Cela aurait exigé une organisation clandestine, conspiratrice, incompatible avec ce type de mouvement, obsédé par la démocratie et la publicité des débats» (Le Monde du 19/12/1981)

Le manque de préparation n'est pas seulement une question technique: c'est une question politique. Pendant que Jaruzelski mettait au point son plan de remise en ordre, les chefs des ouvriers, empêtrés dans des considérations sur l'économie nationale, la réforme, le statu quo, etc., préparaient un référendum pour s'assurer un appui moral.

La classe ouvrière n'a aucune justification à donner à personne pour la défense de ses intérêts de classe. Elle seule peut, en luttant pour ses propres buts, sauver l'humanité entière de la misère capitaliste. C'est sur son programme qu'elle peut faire preuve d'audace, d'énergie et d'autorité. Sinon, elle sera victime de l'audace et de l'énergie de la bourgeoisie.

Pour parvenir à suivre sa politique révolutionnaire, pour devenir une force révolutionnaire, pour que son mouvement ne dépende pas de l'humeur changeante des petit-bourgeois démocrates, réformistes et nationalistes, la classe ouvrière a besoin de son parti de classe qui fixe résolument son cap sur la révolution mondiale et trace son action en utilisant les trésors de l'expérience des générations précédentes.

Nouveaux épisodes de résistance héroïque

A la mine de Piast, 939 mineurs ont résisté à l'état de guerre en restant pendant deux semaines à 500 m sous terre. Quand ils sont remontés, épuisés, à la surface, l'appareil de répression les a obligés à reprendre le travail sous la menace des armes. Dans une autre mine de Silésie, il a fallu inonder les boyaux pour obliger les mineurs à sortir.

Aux aciéries Baildon, ce sont les femmes des ouvriers qui, en se massant devant les portes, ont empêché la milice de donner l'assaut.

Les travailleurs non préparés à l'affrontement, ont résisté avec un courage héroïque contre les forces de répression. De quoi ne sera pas capable la classe ouvrière quand elle sera organisée et préparée pour le combat?

La voie du compromis mène au précipice

(Suite de la page 1)

cielle, on a déjà le socialisme, que faire? Il ne reste plus qu'à se débarrasser de dirigeants parasites, incompétents et soumis aux intérêts russes. L'autogestion semble répondre au besoin de faire tourner l'économie de façon plus juste et plus rationnelle.

Et comme les libertés politiques ont été bafouées pendant longtemps, l'illusion est grande qu'il suffit de changer le personnel de l'Etat par des élections pour avoir ainsi l'instrument politique capable d'accomplir la réforme économique qui permettra de satisfaire les revendications.

En fait, les conseillers de Solidarnosc savaient qu'on peut faire toutes les élections qu'on veut, dans les entreprises et dans l'administration, la hiérarchie militaire reste la hiérarchie militaire, la milice reste la milice, avec l'appui du «grand frère russe», bref que le pouvoir reste toujours à la même place et qu'il ne s'agit pas de le renverser, mais d'arriver à un compromis avec lui. Un dirigeant de Solidarnosc, Kuszynski, expliquait en 1980: «Si le gouvernement va à notre rencontre et donne des preuves de sa capacité de réformer l'économie dans le sens de l'autogestion, nous pourrions de notre côté convaincre les travailleurs qu'ils doivent accepter en échange, au terme de chaque étape, certains sacrifices matériels».

Au cours de 1981, tout le monde a utilisé toutes les «possibilités» de dialogue et de compromis. On a même vu Jaruzelski, Walesa et Giempp assis autour d'une même table.

Quelle base pour un compromis?

Mais quelle était la base d'un compromis entre le pouvoir, l'Eglise et Solidarnosc? C'était l'acceptation volontaire des sacrifices par la classe ouvrière. Or pour accepter des sacrifices, pour accepter des privations terribles, il faut au moins le faire dans son intérêt, avec la certitude que la voie politique choisie assure les conditions de la satisfaction future des revendications de la classe ouvrière.

Mais ce n'est pas la perspective qui a été donnée. Les ouvriers polonais ont bien accepté l'idée d'autogestion, bien qu'avec de solides réserves venues de l'expérience déjà faite des conseils ouvriers de 1956, qui ont tout de suite été mis au service de l'ordre établi.

Ils ont bien accepté l'idée de réforme démocratique, avec l'illusion de contrôler par elle l'Etat et d'influer par conséquent sur la marche de l'économie et la satisfaction de leurs revendications: bref, ils en attendaient le pouvoir politique. Mais que signifie cette «démocratie autogestionnaire» dont le premier acte, avant même de naître, est de chercher à priver les ouvriers des conquêtes politiques de leur lutte, en limitant volontairement par un compromis avec l'armée, la milice et le POUP qui restent en place, les moyens que la classe ouvrière a trouvés et conquis pour faire entendre sa voix? Que signifie une perspective politique où le «pouvoir du peuple» signifie l'autocastigation de la classe ouvrière?

Au congrès de Solidarnosc

d'octobre 1981, les experts en compromis comme Walesa et les dirigeants modérés ont rencontré une extrême résistance devant leurs tentatives de mettre sur pied un appareil plus discipliné, qui obéisse mieux aux directives de compromis avec le gouvernement.

Contraints malgré eux de passer sur le terrain politique qu'exigeaient les circonstances, les dirigeants modérés l'ont fait avec l'espoir que le pouvoir en place ne leur en voudrait pas!

Comme l'explique un dirigeant de Solidarnosc, Blumstajn: «Le principe fondamental du mouvement à son début, c'était l'autolimitation». Nous imaginions que le syndicat en «s'autolimitant» — c'est-à-dire en n'empiétant ni sur les intérêts de l'U.R.S.S., ni sur ceux du pouvoir politique du parti polonais, le POUP — pourrait néanmoins conquérir certains domaines de la vie publique. Nous pensions en même temps que le contrôle exercé par la société rendrait le pouvoir des communistes plus efficace. Notre perspective était que la société tout entière, auto-organisée, parviendrait à contrôler le pouvoir central dans les secteurs sociaux et économiques» (Le Monde du 19/12/81).

Pour n'avoir pas à parler d'élections libres qui heurtent le pouvoir, ils ont avancé l'idée d'un référendum qui évitait de poser la question du pouvoir. Mais c'est que les faits posaient objectivement cette question.

Lorsqu'au début décembre de nombreuses organisations de Solidarnosc ont demandé au Conseil National de répondre par la grève générale à la menace de Jaruzelski de prendre les pleins pouvoirs pour supprimer le droit de grève, Walesa et d'autres dirigeants modérés ont refusé cette demande et ont appelé les travailleurs à attendre que Jaruzelski ose prendre les pleins pouvoirs pour répondre par la grève générale. Jaruzelski a osé!

Le gouvernement et les partisans du dialogue n'avaient rien d'autre à offrir à la classe ouvrière que des sacrifices pour aujourd'hui, et une perspective politique qui privait la classe ouvrière de ses moyens de pression, c'est-à-dire de nouveaux sacrifices demain.

L'affrontement était-il imprévisible?

Dans ces conditions, toutes les tentatives d'arrêter les grèves, les efforts pour canaliser la lutte sur la voie illusoire de la réforme ne pouvaient que se révéler vains. L'expérience historique enseigne que si les courants qui conseillent et orientent Solidarnosc ne parvenaient pas à une soumission volontaire des prolétaires aux sacrifices exigés par le redressement de la baraque nationale polonaise, la bourgeoisie devait envisager d'obtenir sa soumission par la contrainte.

Un général ami de Jaruzelski et qui a quitté la Pologne a révélé que le fameux général s'était préparé à l'affrontement depuis un an, qu'il avait patiemment préparé son coup, disposé ses hommes, mis en place sa logistique, pour frapper en cas de besoin.

Malgré des conditions extrêmement défavorables, la classe ouvrière riposte! Elle ne s'avoue pas vaincue. Elle lutte et refuse de courber l'échine.

Quelle aurait été l'efficacité de sa riposte si celle-ci avait pu être préparée avec la ferme conviction qui ne recherche pas le compromis mais qui est décidée à abattre l'ennemi au moment favorable, et qui cherche à conquérir dans les batailles partielles des positions plus fortes pour passer à l'assaut, quand le moment sera venu?

Faillite des voles réformistes

Le Chili avait montré en 1973 l'impuissance du réformisme devant le militarisme bourgeois. L'Argentine en 1976 et la Turquie en 1980 ont montré comment la démocratie préparait le terrain de la dictature militaire. La Pologne confirme une nouvelle fois que le réformisme est catastrophique pour la classe ouvrière.

Le réformisme est impuissant à donner à la classe ouvrière des solutions à ses maux parce que le capitalisme ne peut vivre sans broyer la classe ouvrière, et que la classe ouvrière doit détruire le capitalisme, le régime du salariat si elle veut en finir avec l'esclavage.

Le réformisme paralyse la classe ouvrière dans ses mouvements, l'appelle au calme et au sacrifice pour faciliter des compromis illusoire avec un adversaire qui ne connaît, lui, que le langage du mensonge et de la force. Qu'il soit sincère dans ses intentions ou complètement hypocrite, il ne peut pas ne pas mettre la classe ouvrière dans les conditions les plus défavorables face à la répression bourgeoise: il dispose autour de la classe ouvrière la corde que le militarisme bourgeois n'a plus qu'à tirer pour l'étrangler.

La tragique expérience du prolétariat polonais confirme une nouvelle fois que la classe ouvrière ne peut mener une lutte décidée pour ses conditions de vie et de travail sans se préparer à passer à l'offensive contre l'ordre existant. Elle confirme que les prolétaires qui savent combattre et mourir pour leur classe doivent consacrer leurs meilleures énergies à rendre ce passage possible en construisant le parti révolutionnaire, qui puise dans le passé de la classe ses meilleures leçons, qui travaille à unifier ses rangs et à combattre les illusions réformistes, démocratiques et nationalistes, le parti qui la guide vers la révolution communiste en liaison avec les prolétaires de tous les pays.

REUNIONS PUBLIQUES

VALENCE:
mercredi 13 janvier. A 20h30
salle des Fêtes, rue Farnerie

TOULOUSE:
Mardi 12 janvier. A 20h30
Salle de réunion du café
Le Colbert. Av. St-Exupéry,
Pont des demoiselles.

SOLIDARITE DE CLASSE AVEC LES PROLETAIRES POLONAIS!

Brochure "Le Prolétaire"
**WALKA KLASY
ROBOTNICZEJ**

L'ENCYCLIQUE «LABOREM EXERCENS»

L'Eglise sanctifie le réformisme

Il y a quatre-vingt-dix ans, le pape Léon XIII lançait son encyclique «*Rerum novarum*», qui découvrait la «question sociale». C'était la réponse à l'essor du mouvement ouvrier européen. Elle définissait les armes de l'Eglise pour prendre pied dans ce mouvement contre le socialisme révolutionnaire.

Aujourd'hui la reprise de la lutte de classe, à l'échelle internationale cette fois, révèle la formidable usure des partis réformistes traditionnels, en particulier les partis national-communistes. Et l'Eglise, qui a pu prendre pied, de ce fait dans le mouvement ouvrier, notamment en Pologne et au Brésil, se sent naturellement investie d'une responsabilité nouvelle devant les classes dominantes. Aussi fallait-il qu'un pape polonais affûté, avec sa nouvelle encyclique «*Laborem exercens*», les armes de l'Eglise pour intervenir dans la lutte prolétarienne.

Il est donc important pour les communistes révolutionnaires et les prolétaires qui veulent lutter pour leur classe de connaître le «programme social» de l'Eglise, s'ils veulent combattre efficacement ce parti de conservation sociale.

Jean-Paul II possède des armes bien plus aiguës que Léon XIII pour conquérir le

mouvement ouvrier à son influence. Son encyclique précédente, «*Redemptor hominis*» avait donné une sanction religieuse au combat pour les «droits de l'homme»; elle avait absous les éternels principes de 1789; bref, elle avait **sanctifié le libéralisme et la démocratie bourgeoise**. Sans rien sacrifier de l'immutabilité de la doctrine et du dogme, «*Laborem exercens*» n'hésite pas à proclamer la place centrale du travailleur, en lui prescrivant de «*prolonger l'œuvre du Créateur*» sur la terre et d'apporter sa «*contribution personnelle à la réalisation du plan de Dieu dans l'histoire*».

Elle bénit l'associationnisme ouvrier en allant même jusqu'à absoudre les luttes violentes de l'époque du capitalisme naissant, reconnaissant qu'elles avaient constitué, bien que sous une forme regrettable, «*une réaction moralement juste*» au «*système d'injustice [...] qui pesait sur le travailleur dans cette période de rapide industrialisation*».

L'encyclique de Wojtyła prétend légitimer la lutte ouvrière, à condition que celle-ci ne soit jamais dirigée «*contre les autres*» et qu'elle ne se transforme pas «*en une lutte de classe programmée, menée avec des méthodes non seulement idéologiques, mais*

aussi et surtout politiques»: bref, à condition qu'elle ne soit pas une **lutte**. Un syndicat condamné par principe à ne pas faire de politique et prédestiné à être le lieu où «*s'unissent aussi bien ceux qui travaillent que ceux qui disposent des moyens de production*» n'est qu'une version revue et corrigée de la corporation fasciste, un instrument de conservation du capital.

L'encyclique légitime la grève, à condition que celle-ci soit le «*moyen suprême*» dont «*on ne doit pas abuser, en particulier pour des jeux politiques*». Elle reconnaît que le capital «*est né du travail*» et est le «*fruit du patrimoine historique du travail humain*». Mais elle affirme aussi que le travail est tenu de se reconnaître inséparablement lié au capital dans un rapport harmonieux de collaboration.

Elle admet, ou du moins elle n'exclut pas, «*la socialisation, à certaines conditions, de certains moyens de production*». Mais le capitalisme lui-même l'admet et y trouve son compte, alors que le but final du mouvement ouvrier est la socialisation **sans conditions de tous les moyens de production, et surtout de tout le produit**.

L'encyclique souhaite «*une juste rémunération du travail*», un «*salaires équitables*». Mais les prolétaires ne

connaissent pas un niveau «*équitable*» du salaire: ils ne connaissent que celui qu'ils réussissent à arracher par la lutte. Depuis plus d'un siècle, ils ont écrit sur leur drapeau: «*Non pas un salaire équitable pour une journée de travail équitables, mais abolition du salariat!*».

L'encyclique parle d'un «*usage commun*» et d'une «*destination universelle*» des biens; mais elle ne sait concevoir une société basée sur l'usage commun des biens que sous la forme d'une attribution à chaque individu d'une part de propriété, soit sous la forme d'une «*participation à la gestion et/ou aux profits des entreprises*», soit sous la forme d'un «*actionnariat ouvrier*» et du salariat, comme «*voie concrète par laquelle la grande majorité des hommes peut accéder aux biens qui sont destinés à l'usage commun*». Bref, elle ne sait concevoir la société future que comme la copie conforme de la société bourgeoise.

L'encyclique «*Laborem exercens*» arrive à un moment bien précis. Elle arrive à la fin d'un cycle durant lequel la classe dominante s'est efforcée d'absorber les luttes ouvrières dans les mécanismes de son appareil de pouvoir et de transformer la classe ouvrière en pilier de la Nation, lieu de rencontre pacifique entre tous

les citoyens. Elle arrive au début d'un cycle qui verra la rupture de la paix sociale et de la solidarité nationale. Elle prétend catéchiser les ouvriers du monde entier sur l'inopportunité de la voie révolutionnaire et sur la nécessité de la voie des réformes.

La bénédiction de l'Eglise va à ce que la classe ouvrière est aujourd'hui contrainte de subir sous le poids de ses défaites passées. Sa malédiction va à ce que la classe ouvrière se prépare à reconquérir: ses méthodes de lutte, ses organisations, ses buts proches et lointains. Le sens profond de l'encyclique est de tenter d'arracher au mouvement organisé de la classe ouvrière vu dans sa dimension historique la maîtrise de ses moyens traditionnels de lutte, de ses aspirations immédiates et de ses objectifs finaux.

Il s'agit de **sanctifier le réformisme bourgeois et ouvrier**. Et qu'est-ce que le réformisme, si ce n'est la liquidation du mouvement de classe et de la classe elle-même, au nom de la valeur permanente du mode de production et de la société actuels?

A bas le capitalisme, le réformisme, et l'Eglise qui est leur défenseur!

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste international - 1981)

72 pages - Prix : 6 F

International

Pologne, guerre, révolution

Il y a deux ans, peu après l'invasion de l'Afghanistan par les Russes, le président de la République française d'alors, Giscard d'Estaing, avait fait état dans ses «vœux à la nation» des risques de guerre que comportait la situation internationale.

Aujourd'hui, alors que l'armée polonaise est sortie de ses casernes, sous l'inspiration des Russes, pour mater une classe ouvrière en ébullition et la forcer à reprendre le travail, aucun homme d'Etat occidental au pouvoir n'a fait de lien entre ce qui se passe en Pologne et la situation d'avant-guerre dans laquelle le monde capitaliste, de l'Ouest comme de l'Est, est désormais entré. Pourtant ce lien existe.

La première chose, qui est évidente, quand on regarde la Pologne du point de vue international, est que la fameuse détente a subi un nouveau choc. Il est vrai que le rétablissement de l'ordre en Pologne est resté une affaire non pas intérieure à la Pologne mais intérieure au bloc de l'Est, comme l'ont été les précédentes secousses qui ont concerné ces pays depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il est vrai que l'affaire polonaise n'a pas formellement remis en cause les accords de Yalta et qu'il est bien entendu pour tout le monde que les Russes sont dans leur chasse gardée en Pologne. Reste que — et c'est là l'essentiel — ces accords tendent précisément à être remis en cause, aussi bien par des forces nationalistes bourgeoises en Pologne même, que par les différents impérialismes occidentaux — essentiellement la France et les Etats-Unis, la première parce qu'elle cherche, en réalisant l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural si possible, à échapper à l'état dans lequel les deux supergrands tiennent le continent européen, les seconds parce que l'impérialisme américain ne supporte pas de rival.

Les Russes ont dit et répété que la Pologne constitue un «*maillon essentiel*» de leur système de défense et qu'ils ne laisseraient pas «*refaire la carte de l'Europe*». Ils ont besoin du «*couloir polonais*» pour passer en RDA, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, les avant-postes de leur «*bataille de l'avant*». Ce quadrilatère est vital pour eux. Les Walesa et Cie ont eu beau dire qu'ils

respecteraient la situation géopolitique surtout quand celle-ci est synonyme de surcroît d'exploitation. L'impérialisme russe a senti que les marches de son empire étaient ébranlées par le mouvement parti de Gdansk en août 1980. Il a réagi à une **menace** et a fait intervenir l'armée polonaise pour y mettre un terme. Cependant il ne peut s'agir là que d'une accalmie.

La classe ouvrière polonaise ne peut que continuer à vouloir faire sauter la chape de plomb, à la fois national-communiste et russe qui l'étouffe. L'appel qu'elle a lancé — peu importe la forme — aux classes ouvrières des autres pays de l'Est dominés par l'impérialisme russe, ne peut pas rester sans effet. A Yalta, Roosevelt, Churchill et Staline s'étaient non seulement partagé le monde mais ils avaient aussi noué une Sainte-Alliance contre-révolutionnaire contre le prolétariat mondial. Ce que montre le formidable élan polonais, c'est que de fait **Yalta, c'est fini**. L'impérialisme entre dans une nouvelle phase de son histoire. La Pologne 1980-1981, cela veut dire la fin de l'après-guerre et l'ouverture d'un nouveau cycle de rivalité inter-impérialiste et par là même l'ouverture d'une nouvelle phase **d'avant-guerre** à plus ou moins long terme.

D'autre part, et surtout, la Pologne 1980-1981, cela veut dire que l'hégémonie des forces contre-révolutionnaires antiprolétariennes n'est plus absolue — et donc que cette nouvelle phase des rivalités inter-impérialistes coïncide avec le réveil du prolétariat mondial au cœur même du système impérialiste.

En déclarant l'état de guerre en Pologne, la bourgeoisie impérialiste internationale a **déclaré la guerre au prolétariat mondial** dont le valeureux prolétariat polonais est un détachement avancé. La formidable leçon qui s'impose des événements de Pologne, c'est que la guerre civile, la guerre de classe a commencé. Et qu'elle a commencé **avant** que n'éclate la guerre impérialiste. C'est-à-dire que c'est le prolétariat qui a l'initiative.

Les conditions historiques appellent une issue révolutionnaire. C'est cette issue qu'il faut préparer.

Le capitalisme amène la lutte ouvrière

Le résultat du «boom» économique brésilien n'a pas été qu'une forte industrialisation, dont le principal fruit, pour nous révolutionnaires, a été le développement d'un prolétariat nombreux et très concentré (400.000 métallos dans la seule ville de Sao Paulo), qui a donné la preuve de son potentiel subversif avec les grèves de 1978-79. C'est aussi la modernisation de la campagne, notamment en fonction de la grande agriculture d'exportation, qui a entraîné un effet également subversif: l'expropriation massive de millions de petits paysans et de paysans pauvres, allant de pair avec l'éjection des campagnes d'une masse énorme de travailleurs, remplacés par les machines.

L'exemple de l'Etat du Paraná, le principal producteur de café du pays et un des états fédéraux les plus riches sur le plan agricole, permet de se faire une idée de l'ampleur de ce phénomène. Ainsi peut-on lire dans la *Folha de Sao Paulo* du 8.11.1981: «*En 10 ans, de 1970 à 1980, le Paraná a perdu environ 2,5 millions d'habitants, dont la presque totalité sont des travailleurs ruraux expulsés de la campagne par la mécanisation de l'agriculture et le remplacement des plantations de café. La Fédération des Travailleurs Agricoles de l'Etat du Paraná (FETAEP) estime qu'en janvier 1982 le nombre de sans-travail à la campagne atteindra 1,2 millions de paysans, dont la moitié sont des "boias-frias"* [bouffes froides: nom qu'on donne aux

journaliers agricoles, qui mangent toujours la bouffe froide à cause des longs parcours qu'ils font, souvent à pied, à la recherche d'un travail]. Si l'on pense que la population totale de l'Etat est de 7,5 millions d'habitants, on peut se figurer de l'ampleur de cette misère. Et les perspectives de travail ne sont pas très prometteuses: «*Le vice-président de la FETAEP affirme qu'environ 25% des 600.000 boias-frias de l'Etat n'obtiennent pas de travail depuis deux mois*».

La seule issue, donc, pour des centaines de milliers de familles est d'immigrer dans les villes, où la crise industrielle n'ouvre guère d'horizons non plus pour cette masse humaine qui s'entasse dans les bidonvilles qui poussent partout plus vite que des champignons, non seulement dans les grands centres urbains comme Rio, Sao Paulo, Belo Horizonte, mais aussi dans les petits centres de l'arrière-pays. Donc cette prolétarisation accélérée, en plus de multiplier la **masse sociale explosive**, la dissémine dans tout le pays, en aggravant les tensions sociales et en fournilissant à la révolution prolétarienne un formidable arsenal supplémentaire de forces subversives.

La vieille taupe continue à creuser le sous-sol du monde capitaliste, où progrès, développement, modernisation signifient toujours plus de misère, mais aussi accumulation de facteurs puissamment subversifs. Creuse toujours, vieille taupe!

LES TEXTES DU PARTI

Les publications suivantes sont disponibles dans la série «*les textes du Parti Communiste International*» aux Editions Programme Communiste.

- 2. **Parti et classe**, 112 pages..... 8,00 F
- 5. **La «Maladie Infantile», condamnation des futurs renégats**. Sur la brochure de Lénine «*La Maladie infantile*», 100 pages..... 7,00 F
- 7. **Défense de la continuité du programme communiste**, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours..... 15,00 F

Commandes au Prolétaire, 20, rue Jean Bouton 75012 Paris.

UN «SOCIALISME REEL» CAPITALISTE A 100%

Pendant de longues années, les défenseurs du caractère «socialiste» des pays de l'Est ont vanté les mérites de leur économie soi-disant «planifiée». Elle aurait selon eux permis de réaliser des rythmes d'expansion supérieurs à ceux de l'Ouest: pas de chance, comme nous l'avons montré, les taux de croissance des pays de l'Est n'ont cessé de baisser et sont de toute façon depuis longtemps inférieurs à ceux de pays comme le Japon... ou la Corée du Sud.

Elle aurait soi-disant permis d'éviter les crises: mais ce n'était que pour remplacer les crises de surproduction «à l'occidentale» par une situation où la pression du marché mondial et l'arriération interne se conjuguent pour provoquer la banqueroute industrielle et agricole, comme en témoigne l'économie polonaise (et bientôt roumaine), ou encore la faillite totale de l'agriculture russe.

les soi-disant communistes amoureux du «socialisme réel» des pays de l'Est que par les libéraux occidentaux, tend à faire passer la «planification» et le contrôle étatique, qui y sont plus ou moins en vigueur, c'est-à-dire la fixation des prix et des salaires par l'administration, l'imposition des quantités à produire, et la désignation des fournisseurs et des clients par l'administration, pour une planification socialiste.

directement tous les produits du travail humain, toutes les opérations de production et de distribution des richesses, sans qu'aucune unité sociale — les entreprises — puisse y faire écran. Cela suppose naturellement des conditions économiques préalables que seul livre le capitalisme le plus avancé (en particulier la **concentration**) et des conditions politiques — la dictature du prolétariat — qui fassent sauter la limite des entreprises. C'est la seule manière d'en finir avec les lois économiques qui s'imposent à l'humanité à travers la rencontre de quantité de décisions particulières et l'anarchie qui en résulte. C'est aussi la seule manière de planifier réellement l'activité sociale, d'en faire une **activité rationnelle**.

Un dirigisme inefficace et tracassier

Il existe cependant une contradiction aiguë entre les exigences de l'accumulation de capital réalisée par les entreprises et le système bureaucratique-social institué à l'origine par le stalinisme (et démantelé depuis à des degrés divers selon les pays). Si les entreprises ne peuvent elles-mêmes ni fixer les salaires et les prix, ni choisir clients et fournisseurs, elles manquent de souplesse pour réagir aux aléas du marché.

Cette «rigidité» est encore accentuée par l'interdiction du licenciement sans reconversion préalable, qui augmente les charges sociales des entreprises, lesquelles se plaignent d'avoir à entretenir à des travaux secondaires des travailleurs non directement utiles à la production, ce qui pèse sur le rendement en diminuant chez les travailleurs la peur de se trouver à la rue.

Comment les entreprises ont-elles cherché à surmonter ce handicap? En combattant et en obtenant progressivement l'abrogation des règles les plus contraignantes (nous reviendrons sur ce point dans un prochain article), et en tournant ces règles là où elles ne pouvaient les combattre de front. Par exemple en compensant la difficulté à licencier les travailleurs par l'introduction de la concurrence sous d'autres formes: c'est ainsi que le **salair aux pièces**, généralisé dans les années trente dans la Russie de Staline persiste à grande échelle (pour la moitié des salariés) et que le niveau de vie est maintenu à un niveau extrêmement bas, si l'on compare la situation de la Russie où de la Pologne à celle de pays de développement industriel comparable, comme l'Espagne, qui n'est cependant pas un exemple de philanthropie capitaliste! Mais cet «aiguillon de la concurrence» comme on dit si élégamment ici, reste en général moins efficace à l'Est, ce qui oblige les entreprises à opérer une pression administrative et policière plus grande sur la classe ouvrière, pression qui s'accompagne d'appels répétés à la discipline du travail (campagnes de «lutte contre l'absentéisme» et autres gâteries). Mais cette question pourrait être développée dans une étude de la situation de la classe ouvrière dans les pays de l'Est.

L'autre méthode qu'ont trouvée les entreprises pour surmonter le handicap posé par le mécanisme rigide du dirigisme étatique, c'est de prendre le plan... avec mépris.

L'expérience montre d'abord que le truquage est monnaie courante. A côté du truquage des résultats, il y a celui des prix: il suffit de garder l'étiquette mais de diminuer la quantité ou la qualité, ou alors de changer un produit ancien pour un «nouveau», tous procédés largement connus dans nos pays de capitalisme «libéral», mais généralisés dans ceux de

(Suite page 8)

(1) Nous renvoyons le lecteur à notre brochure *Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois*, qui reprend les textes classiques du marxisme pour dégager les caractéristiques essentielles du capitalisme et du socialisme.

Le socialisme ne connaît pas de valeur d'échange

Prétendre que la revendication communiste de l'«adéquation de la production aux besoins» est réalisée dans les pays de l'Est relève de l'humour noir quand on pense aux heures que les prolétaires perdent à faire la queue après une longue journée de travail en Pologne, mais aussi en Russie.

Les apologistes du «socialisme réel» répondent à cela que «c'est la faute de l'impérialisme», qui pousse les pauvres pays à «économie planifiée» à une course continue aux armements. Mais si produire des canons plutôt que du beurre est bien une loi capitaliste, cela signifie qu'en dépit de ses proclamations, le «socialisme réel» n'est pas parvenu à en éliminer les effets sur la société. L'argument se retourne donc contre ses auteurs.

Cela dit, le mineur polonais qui voit sa journée de travail allongée pour produire **d'avantage de charbon**, alors qu'il en aura moins pour se chauffer, ce mineur n'a pas besoin de nombreuses explications pour comprendre qu'il produit le charbon non pour son usage social, **sa valeur d'usage**, mais parce qu'il se vend bien sur le marché mondial, c'est-à-dire pour sa **valeur d'échange**. Il sait bien que les devises que procure cette vente sont nécessaires aux entreprises nationales pour se procurer sur ce même marché mondial des machines ou des matières premières, et surtout pour rembourser les prêts usuraire de la finance internationale que son travail engraisse en même temps qu'il engraisse la bourgeoisie polonaise. Il est en effet impossible de participer au marché mondial sans **subir sa loi**, qui est celle du capital, du pillage

impérialiste, de l'«échange inégal» de la concurrence exacerbée, de l'exploitation et de l'élimination des petits par les gros. Et lorsque ce marché entre en crise, les pays qui misaient sur leurs exportations industrielles pour y conquérir une place se trouvent les premiers frappés.

En réalité, les entreprises polonaises, et celles de tous les pays de l'Est, raisonnent avec les mêmes catégories économiques que l'Ouest: coût, prix, profit, salaires, etc. Et pas seulement par commodité intellectuelle, par convention, comme le disent les apologistes du «socialisme réel», mais parce que ces catégories sont le reflet de **rapports sociaux de même nature**. Il n'y a en effet aucun socialisme dans la **valeur d'échange** que prennent tous les produits dans les pays de l'Est. Ce qui distingue le socialisme, en bonne théorie marxiste, c'est le fait que les produits du travail humain ont perdu leur caractère de valeur d'échange ou de marchandise: le socialisme ne produit pas pour le marché, pour faire des devises ou de la monnaie nationale, il ne considère que la **valeur d'usage**, c'est-à-dire l'**utilité sociale**. Sa comptabilité n'a rien à voir avec la comptabilité en valeur et en partie double (débit et crédit) en vigueur aujourd'hui, qui vise à montrer si on a fait du profit ou pas. La comptabilité socialiste a une autre finalité: enregistrer les produits qui entrent et sortent des magasins sociaux en quantités et mesurer l'effort social que leur production a exigé, non en coût monétaire mais en temps de travail de l'espèce humaine et de ses membres(1).

Un économiste bourgeois à la mode définit le capitalisme comme une «économie d'entreprise». Il a tout à fait raison et ne fait par là que reprendre la définition qu'en donne le marxisme. La planification socialiste suppose qu'on en ait fini avec l'économie d'entreprise, le fameux bilan d'entreprise (actif-passif, avoir-droit) qui révèle même dans le cas des nationalisations l'existence d'une propriété contre la société, c'est-à-dire du droit de groupes sociaux particuliers sur la richesse sociale.

Le socialisme suppose non seulement que l'Etat soit devenu le seul propriétaire de capital, **comme mesure transitoire**, mais que soit brisée la limite des entreprises, l'échange entre elles et que la société puisse contrôler

«Tous ces «socialistes» depuis Colins ont cela de commun qu'ils laissent subsister le travail salarié, par conséquent aussi la production capitaliste, voulant faire croire à eux-mêmes ou au monde que par la transformation de la rente en impôt payé à l'Etat, tous les méfaits de la production capitaliste doivent disparaître d'eux-mêmes. Le tout n'est donc qu'une tentative à l'égard de socialisme pour sauver la domination capitaliste et la rétablir effectivement sur une base encore plus large que l'actuelle.» (Correspondance F. Engels-K. Marx, Marx à Sorge du 30 juin 1881, Ed. Costes, Paris 1950, p. 264)

Capital et travail salarié sont les deux termes indissolublement liés du **même rapport social**. Essayez donc d'abolir l'un sans l'autre!

en effet que les entreprises achètent sur le marché la force de travail, les matières premières et les machines, et qu'elles y vendent les marchandises produites.

Cette «planification» n'empêche pas, mais au contraire exige qu'elles aient un capital initial et qu'à la fin du cycle, elles obtiennent un capital supérieur.

Un capital assoiffé comme partout de plus-value

En économie, on appelle **plus-value** le capital supplémentaire obtenu à la fin d'un cycle économique. Rares sont aujourd'hui les gens qui ne parlent pas de plus-value et d'exploitation dans les pays de l'Est, hormis les trotskystes et les stalinien.

Pour qu'il y ait plus-value, il suffit que le surtravail, c'est-à-dire le travail social non directement consommé par les producteurs, prenne une forme monétaire. Dans les pays de l'Est, comme ici, cette plus-value dégagée par les entreprises sert à payer grassement les chefs d'entreprise, le personnel d'encadrement et tous les flics de service. Elle sert aussi, par le double canal du versement des gains des entreprises socialistes qui recoupe ce qui est ici l'impôt sur les bénéfices et les dividendes, et de l'impôt sur le chiffre d'affaire (qui équivaut à la TVA), à financer les dépenses de l'Etat, c'est-à-dire tous les «faux-frais» de la production capitaliste: les différents budgets des ministères, dont les salaires des bureaucrates, ministres, militaires, flics et professeurs de... «marxisme-léninisme»!

Tout cela n'a rien d'original, et se retrouve dans toute société de classe. Ce à quoi sert, la plus-value, c'est à l'**investissement** c'est-à-dire à sa transformation en capital pour donner une nouvelle plus-value. Si cet **autofinancement**

ne suffit pas aux besoins d'une entreprise, celle-ci peut aussi demander à l'Etat d'augmenter son capital sous forme de **subventions** et surtout recourir aux **emprunts bancaires**.

Seulement, les banques, même d'Etat, et même proclamées «socialistes», ne prêtent pas n'importe comment et à n'importe qui. Elles prêtent aux entreprises qui ont un **rapport profit-capital utilisé** (ce qu'on appelle bêtement ici le rendement du capital ou taux de profit) suffisant pour rembourser le capital et les intérêts. L'originalité du «socialisme réel» sur le capitalisme est vraiment... désarmante!

Aussi, comment s'y prendre pour être sûr d'avoir suffisamment de «surface financière» pour obtenir des crédits des banques et investir? Et bien, produire des produits qui se vendent mieux au détriment de ceux des autres entreprises, et réduire les coûts de production; limiter les salaires ou obtenir davantage des travailleurs pour le même salaire; bref être **plus compétitif** sur le marché en **exploitant mieux** la classe ouvrière. Tout prolétaire occidental peut voir que son frère de classe russe ou polonais est exactement mangé à la même sauce que lui, et qu'il subit quotidiennement les conséquences de l'accumulation de capital, de la **soif de plus-value** du capital.

Sous le rideau de fumée du plan, une réelle «économie d'entreprise»

Dans les pays de l'Est, on ne comptabilise pas en temps de travail, mais en valeur, ce qui pour le marxisme est bien une caractéristique de l'économie de marché, dont le capitalisme est la forme la plus développée. Une légende tenace, répandue aussi bien par

la bourgeoisie polonaise, et surtout pour rembourser les prêts usuraire de la finance internationale que son travail engraisse en même temps qu'il engraisse la bourgeoisie polonaise. Il est en effet impossible de participer au marché mondial sans **subir sa loi**, qui est celle du capital, du pillage

BROCHURE «LE PROLETAIRE»

SOCIALISME PROLETARIEN CONTRE SOCIALISME PETIT-BOURGEOIS

- L'opposition historique entre socialisme scientifique et socialisme petit-bourgeois et national
- L'opposition irréductible entre le mode de production capitaliste et le socialisme
- Du capitalisme au communisme
- Le socialisme est international et internationaliste ou il n'est pas
- Les principes de base du marxisme dans le programme du Parti Communiste International

ACTIONS COMMUNES AVEC D'AUTRES PARTIS (3)

Pour des organismes de lutte ouverts à tous les travailleurs

Nous avons vu précédemment que le marxisme révolutionnaire ne repousse nullement a priori des actions communes et des accords sur le terrain de la construction d'un **front de classe** à partir des poussées de lutte de la classe ouvrière pour des revendications brûlantes, bien qu'il exclue totalement la **politique des blocs**. Nous avons également montré comment la méthode marxiste pouvait être appliquée à la situation présente. On peut éventuellement envisager des actions communes avec d'autres partis sur une **plateforme de revendications concrètes**, acceptables par les prolétaires prêts à la lutte, et dont nous attendons des progrès dans l'organisation indépendante de la classe (1).

Il est maintenant nécessaire de considérer les formes que peuvent prendre de telles actions communes, de manière à répondre à cet objectif tout en permettant au parti communiste de jouer pleinement son rôle, dans l'étendue de ses tâches.

La méthode de la Gauche

La méthode que préconisait la gauche du PC d'Italie dans l'Internationale Communiste est ainsi décrite et expliquée:

«*Qu'il s'agisse de revendications économiques ou même de caractère politique, le Parti communiste les proposera comme objectif d'une coalition des organisations syndicales. Il évitera cependant la constitution de comités directeurs de lutte et d'agitation dans lesquels il serait représenté et engagé aux côtés d'autres partis, afin de retenir l'attention des masses sur le programme spécifique du communisme et de conserver sa propre liberté de mouvement pour le moment où il devra élargir la plateforme d'action en débordant les autres partis, abandonnés par les masses après la démonstration de leur impuissance. Le front unique syndical ainsi compris offre la possibilité d'actions d'ensemble de toute la classe travailleuse. De telles actions, la méthode communiste ne peut sortir que victorieuse, car elle est la seule capable de donner un contenu au mouvement unitaire du prolétariat, et la seule qui ne partage pas la moindre responsabilité dans l'œuvre des partis qui affichent un appui verbal à la cause du prolétariat par opportunisme et avec des intentions contre-révolutionnaires*» (2).

Pour comprendre cette application tactique, il faut tenir compte du fait que les syndicats étaient à l'époque animés d'une large vie de classe, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, à l'exception des situations encore particulières et périphériques. Mais il est clair que l'organe de la lutte ne peut être n'importe quelle organisation prolétarienne rassemblant les travailleurs sur la base de leurs intérêts immédiats. Comme le précisait le programme d'action du PC d'Italie de 1922, «*l'organe commun ne sera pas créé au moyen d'un compromis entre les partis mais par les syndicats ou toute autre organisation prolétarienne, les différents partis s'engageant à le soutenir de toutes leurs forces*» (3).

Ajoutons que cette méthode n'exclut nullement que les partis s'engagent à soutenir l'organe de lutte en question, souscrivent dans ce but des **accords pratiques**,

qu'il s'agisse de préparer des actions ponctuelles utiles à la lutte (manifestations, organisation de l'autodéfense), de favoriser le renforcement de l'organisation elle-même, aussi bien sur le plan pratique (perfectionnement de la logistique) que sur le plan de l'orientation politique (en combattant par exemple, les tendances réformistes), etc.

Le travail dans les organismes de lutte immédiate

Si on se limite à la France, ces dix dernières années ont fourni une gamme assez variée d'organismes immédiats où des militants de divers partis ont été amenés à se côtoyer, et dans certaines limites à travailler ensemble.

Une première famille d'organismes immédiats est constituée par des comités à l'existence plus ou moins éphémère nés sur les terrains les plus divers, tels que la lutte des soldats, des femmes, des auxiliaires, de l'immigration (comme les CDFI ou plus récemment le CDDTA et le GTI), de la lutte contre la répression (depuis le Secours Rouge jusqu'au récent Comité unitaire pour la libération des prisonniers politiques), etc. Ils ont pu être le fruit de l'initiative d'un groupe auquel d'autres forces ont emboîté le pas ou d'un accord entre partis. Ils ont parfois pris leur élan sur une lutte ponctuelle, mais ils se distinguent surtout par l'**agitation** large et une tentative de **mobilisation** autour des exigences d'une catégorie particulière de la classe ou d'une exigence particulière de la lutte de classe.

Une deuxième famille est celle des **comités de soutien**, nés sur divers terrains, depuis la lutte des soldats jusqu'à celle des foyers de travailleurs immigrés. Ils ont regroupé des militants de diverses organisations d'extrême gauche répondant au besoin objectif de **popularisation** des luttes enfermées dans leur ghetto par les bureaucraties syndicales.

Une troisième famille est constituée par des organismes comme des **comités de grève**, des **comités de lutte** nés dans diverses entreprises, des tentatives de comités de coordination d'organes de lutte locaux, comme on l'a vu notamment entre des entreprises en lutte ou dans la fonction publique; des comités dirigeant et centralisant une lutte d'envergure comme le **Comité de coordination** des foyers, ou encore des comités territoriaux regroupant, comme le **TUL**, hors de l'influence des appareils syndicaux, des travailleurs de différentes entreprises et catégories. La différence avec la première famille est parfois ténue, mais dans ce cas il s'agit davantage de comités dédiés à l'**organisation** effective de groupes de travailleurs en lutte avec des moyens de pression comme la grève.

Une dernière catégorie est celle de **sections syndicales** combattives, arrachées à la direction des appareils réformistes et où une vie classiste est possible (un exemple développé dans notre presse est celui de Créteil CTA).

Dans les deux premiers types de situations, c'est-à-dire quand les organismes sont davantage axés sur la popularisation d'une lutte ou la propagande pour une exigence de la lutte prolétarienne, la possibilité de colla-

boration entre militants de différentes organisations s'est avérée extrêmement limitée, surtout dès que l'intensité de la mobilisation diminue.

Il est plus facile en revanche de parvenir à une **discipline de lutte** des diverses forces dans le cas des organes encadrant la lutte de groupes de prolétaires, c'est-à-dire dans les deux dernières familles de situations. Les militants de divers courants arrivent mieux dans ce cas à dépasser les marottes de secte et les revendications ultimatistes, dans la mesure où ils sont animés d'un esprit authentiquement prolétarien et révolutionnaire, et il est également bien plus aisé de contrer les tendances au compromis et les freins minimalistes, ainsi que les tentatives de transformer l'organe de la lutte en double de parti.

Un tel résultat est beaucoup plus difficile à obtenir lorsque la lutte est dirigée par un comité ou un **cartel** formé sur la base d'un compromis entre organisations politiques ou syndicales, et qui échappe à tout contrôle des travailleurs. Cela s'explique par le fait que la **pression combattive** de la lutte s'exerce directement sur la **direction** de la lutte, qui regroupe des militants politisés naturellement, mais portés à cette place par une sélection organique dans le vif de la lutte.

Naturellement un tel résultat n'est pas automatique et n'est pas garanti par la forme d'organisation préconisée. C'est ainsi qu'en période de reflux, les tendances les plus nocives s'exercent avec davantage de poids encore parmi les travailleurs, et les autres forces sont moins paralysées dans leurs manœuvres par les exigences objectives de la lutte.

Aucune forme d'organisation ne pourra jamais en effet produire ce qu'il faut attendre d'une **action de classe** déterminée. Pour le marxisme, la forme est adéquate relativement à l'action qu'elle favorise en assurant son efficacité maximale. La forme ne détermine pas le contenu, elle est déterminée par lui.

C'est ainsi que la **discipline de lutte** qu'une action prolétarienne vigoureuse, entraînant des groupes de prolétaires combattifs est théoriquement susceptible d'imposer aux autres organisations, ou, du moins, à une partie de leurs militants parfois même contre leurs dirigeants, ne produit vraiment tous ses effets et ne se manifeste pleinement que si les communistes révolutionnaires savent organiser effectivement et canaliser utilement cette **pression** qui vient de la lutte et l'appliquer sur sa direction, en suscitant une véritable participation des prolétaires à la lutte et à sa direction, (ceux qui nous accusent de «substitutionnisme» sont priés d'écouter !), et s'ils savent s'appuyer sur cette pression pour combattre les manœuvres et les attitudes erronées des autres forces et ramener tout le monde à la **plateforme** et aux **intérêts bien compris de la lutte**, c'est-à-dire sans utiliser d'artifices ou d'expédients démagogiques.

Les limites des actions communes et la continuité de la lutte

L'expérience de ces dernières années a démontré l'extrême difficulté à aller plus avant que des actions ponctuelles communes

sur le terrain immédiat, même au moment d'intensité maximum de la lutte, avec des forces qui tirent du besoin de la lutte contre le réformisme une conclusion anti-syndicaliste de principe, ou anti-organisation, ou qui, à plus forte raison, assimilent la lutte pour des revendications immédiates au réformisme. Cela tient à la situation actuelle où la classe fait ses premiers pas dans la reprise de classe en tentant de passer de la lutte spontanée à la lutte organisée hors de l'emprise des forces liées à l'adversaire de classe. Et il n'est pas dit que nous ne retrouverons pas plus souvent ces forces sur des terrains plus avancés de la lutte de classe.

La situation actuelle détermine aussi la **limite de l'action commune** avec les autres courants et partis qui se placent sur le terrain du concours à l'organisation des prolétaires à partir des revendications immédiates. Le point-test est ici, dans toutes les luttes portées jusqu'à un certain point, l'**attitude vis-à-vis des bureaucraties syndicales et des partis réformistes**.

L'expérience montre que lorsque que la lutte entraîne un heurt avec les appareils réformistes, elle exige non plus seulement la reconnaissance de revendications et de méthodes de lutte, mais leur **maintien** contre les attaques des bonzes, et par conséquent la **nécessité de les lier** à une orientation de classe consciemment anti-réformiste.

La quasi-totalité de ces courants atteignent une limite: ils refusent ce heurt, ce qui les conduit soit à désertir le combat, soit à capituler devant les bonzes en renonçant aux revendications et méthodes acceptées jusque là; ou s'ils continuent, ils se trouvent paralysés et écartelés, incapable d'une action résolue. L'expérience montre que si la lutte est assez forte pour continuer, c'est à ce moment là que le parti se retrouve seul sur la brèche comme force politique organisée. Et c'est à ce moment là, que la

méthode consistant à donner la direction des actions communes à une organisation encadrant les travailleurs, confirme un énorme avantage. Parce que cette direction existe **indépendamment des partis qui ont pris l'initiative de la lutte**, elle peut passer sous l'influence de l'une ou de l'autre force, et donc du parti, sur la base du respect de la plateforme de **lutte retenue** et donc **sans rupture d'orientation**, ce qui permet d'assurer la meilleure **continuité de la direction** de la lutte sans briser son organisation, au moment théoriquement prévisible où l'une ou l'autre force qui appuie au départ la lutte, vient à se mettre en contradiction avec ses exigences.

Naturellement cette tactique du **front de classe** n'est applicable aujourd'hui qu'à une échelle encore locale et microscopique. Mais sa vérification expérimentale effectuée aujourd'hui même dans les limites permises par le niveau encore embryonnaire de la lutte de classe, permet de bien augurer de son efficacité demain, quand la lutte prolétarienne sera plus ample et systématique, quand l'heure ne sera pas seulement pour le parti de contribuer à reconstituer le terrain de la lutte de classe, mais à viser à réaliser à partir de la lutte pour des revendications immédiates encore menée sous l'influence de multiples partis prolétariens, l'**unité révolutionnaire** sous sa direction exclusive, ce qui est une condition indispensable à l'assaut victorieux de l'Etat bourgeois.

(1) Voir les articles intitulés: «Politique des blocs ou fronts de classe» (*Le Prolétaire* n°349) et «Pour une plateforme de lutte de classe» (*Le Prolétaire* n°350).

(2) Thèses de Rome, 1922, dans *Défense de la continuité du programme communiste*, Ed. Programme communiste, p.54.

(3) Projet de programme du PC d'Italie présenté au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste, 1922, dans *Programme Communiste* n°67, p.65.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Brochures «Le Prolétaire»

5. Question féminine et lutte de classe	4 F
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	5 F
7. La grève des nettoyeurs du métro	4 F
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	4 F
9. Elections et gouvernement de gauche: mystifications bourgeoises	4 F
10. Postiers en lutte (la grève de janvier-février 1978 à Créteil et dans les centres de tri	5 F
11. Auschwitz ou le grand alibi	3 F
12. Solidarité prolétarienne contre contrôle de l'immigration	5 F
13. Le marxisme et l'Iran	5 F
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de six années de lutte	4 F
15. Contre la farce électorale, pour la lutte de classe, pour la révolution	3 F
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (orientations pratiques d'action syndicale)	4 F
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale	6 F

Préparer la lutte contre les expulsions

(Suite de la page 1)

rect ou même avoué qu'ils ont reçu de la part des directions syndicales, du gouvernement et de sa police, on se demande pourquoi il en serait autrement demain, même si des mesures plus sévères doivent entrer en application.

D'ailleurs, ces patrons ont été — et il ne faut pas s'en étonner — objectivement les grands gagnants de cette campagne. Car non seulement ils ont été amnistiés pour toute la période précédente, qui remonte pour certains à plusieurs années, mais ils ont pu sans être inquiétés continuer à profiter des travailleurs durant toute cette période. De plus, ils ont été exonérés dans un premier temps de la moitié des frais de l'ONI (introduction de travailleur immigré) qui ont été, dans un second temps, portés à 250 francs.

Voilà donc les grandes lignes d'un premier bilan du plan de régularisation des sans-papiers - sur lequel d'ailleurs nous aurons l'occasion de revenir plus en détail. Pratiquement, tous les objectifs du gouvernement ont été atteints : ne régulariser qu'une infime partie des travailleurs clandestins tout en faisant passer son opération aux yeux de l'opinion et en premier lieu aux yeux des travailleurs — grâce d'ailleurs à la complicité de la presse et des différents mass-media — pour une opération de régularisation systématique.

Paralyser en partie du moins toute solidarité ouvrière dans la riposte contre les expulsions, puisqu'officiellement ceux qui seront expulsés auraient voulu « profiter de la générosité de la France » en venant au moment de la régu-

qu'un recul de quinze jours ! Une concession que le ministre est obligé de faire, tellement ses circuits sont engorgés de paperasse !

La lutte engagée par les travailleurs sans-papiers organisés au sein du Comité de Coordination, a eu l'intérêt, malgré sa modestie et ses propres limites, tout en posant clairement les revendications qui allaient dans le sens des exigences de la lutte, de revendiquer des méthodes et une indépendance d'organisation qui ne pouvaient que gêner. Et elle a effectivement gêné, non seulement le gouvernement, mais tous les partis qui lui sont liés et qui se sont ligüés pour la briser et en premier lieu la CFDT et la MTI.

L'UCF, qui a au moins le mérite de se situer en dehors de ce sillage, ne favorise pas pour autant la lutte, qu'elle contribue indirectement à affaiblir par des méthodes pacifistes et paternalistes et la mise en avant de ses intérêts boutiquiers et de secte.

La tâche reste donc immense puisque la majorité des clandestins et qu'il y en a encore d'autres qui arrivent chassés de leurs pays par la misère et l'oppression suscitées et dirigées par l'impérialisme et les bourgeoisies locales.

Les patrons vont probablement licencier à tour de bras non pas tant par peur des sanctions légales que pour éviter toute riposte et accélérer du même coup la concurrence entre travailleurs afin de baisser les salaires.

Et puis, il y a les expulsions qui ne vont pas tarder à tomber sur les travailleurs, probablement pas tous en même temps mais catégorie par catégorie, et en premier lieu les chômeurs clandestins qui n'ont pas pu prouver leur présence en France avant janvier 1981.

Face à toutes ces tâches, les communistes révolutionnaires seront à leur poste pour aider à la riposte, à son organisation et pour entraîner toutes les autres couches de travailleurs à la solidarité, parce que ce sont des tâches qui intéressent toute la classe.

Le "concours fructueux" des syndicats

«Faisant état d'environ cent mille dossiers déposés en date du 29 décembre, les ministères concernés se félicitent du "climat de confiance" entre communautés d'immigrés et pouvoirs publics, ainsi que du "concours fructueux" apporté par les syndicats et les associations dans la mise en œuvre de cette opération menée avec pragmatisme.» (Le Monde du 31 déc. 81).

Il est clair que les victimes de ce «climat de confiance» sont les travailleurs !

larisation ; moraliser certains secteurs de la production et «connaître le terrain» pour faciliter «les accompagnements aux frontières» ; prendre des accords formels avec les gouvernements des pays d'origine et notamment avec leur police pour refouler tout candidat éventuel au travail clandestin et du même coup justifier le renforcement policier à l'intérieur de la France et sur ses propres frontières, etc., voilà en fait le but du gouvernement.

Ce à quoi est arrivé en fin de compte le gouvernement de gauche, le gouvernement précédent a maintes fois essayé d'y arriver mais avec moins de succès. Cela ne nous étonne pas, quand on sait justement toutes les croisades qu'ont organisées le PC, le PS et les directions syndicales CFDT et CGT dans le sens d'une application plus ferme du contrôle

de l'immigration.

Le gouvernement à lui seul n'y serait pas arrivé s'il n'avait pu profiter de la trêve sociale due à son accession à la tête de l'Etat et surtout de l'aide des partis qui prétendent défendre la classe ouvrière, y compris les partis d'«extrême-gauche» et les organisations de l'immigration telle que la MTI.

Ces deux dernières catégories, tout en rejetant verbalement les conditions posées pour la régularisation ont contribué à la démoralisation en mettant l'accent sur l'aspect soi-disant positif de ces mesures et sur l'aptitude et la réceptivité du gouvernement au dialogue et à la négociation. Piteusement, alors même que ces partis disposent de strapontins à tous les échelons du pouvoir, elles n'ont pu obtenir pour le dépôt des dossiers

La situation des insoumis devient critique

L'amnistie n'a été que temporaire pour les insoumis. Depuis le mois d'octobre, ils reçoivent de nouveaux ordres de route et des avis leur ordonnant de régulariser leur situation avant le 31 décembre 1981.

Le gouvernement de gauche veut bien passer l'éponge sur l'insoumission dont ils se sont rendus coupables avant le 10 mai,

mais encore faut-il qu'ils effectuent maintenant leur service militaire ! Comme on le voit, là aussi, les promesses électorales sont pure démagogie.

A cela il faut ajouter, comme le signale une tribune du *Matin* du 2 décembre, les «intimidations» sur les familles et sur les insoumis eux-mêmes, les arrestations à la

suite de contrôles d'identité... Ce serait, paraît-il, «ne pas tenir compte d'une récente directive ministérielle»...

Hernu, en tout cas, n'est pas la «tolérance» personifiée, lui qui veut moduler la durée du service militaire (jusqu'à 18 mois!) pour répondre aux impératifs du bon fonctionnement de l'armée bourgeoise.

Dans ce domaine aussi, seule la lutte pourra faire reculer le gouvernement. Les insoumis, persécutés parce qu'ils ne veulent pas faire le service militaire (il y en aurait eu 3450 en 1979) doivent avoir le soutien des travailleurs et aussi des communistes révolutionnaires, bien que eux préconisent un travail antimilitariste au sein même de l'armée. Cela est nécessaire pour faire reculer la bourgeoisie et aussi pour convaincre ces jeunes de rallier l'antimilitarisme de classe.

Solidarité avec les emprisonnés de Lambèse

Nous appelons tous les militants, lecteurs et sympathisants à manifester leur solidarité active avec nos camarades et contacts frappés par la répression bourgeoise en Algérie en versant une souscription pour leur défense. Chèques bancaires ou postaux à l'ordre de SARO avec mention «Solidarité Algérie».

SALAIRES FREINES, HORAIRES VARIABLES

Ils négocient dans le dos des travailleurs

Les sérieux mouvements de ras-le-bol en octobre et en novembre dans les usines en France sont provisoirement retombés, après s'être heurtés au mur syndical. Cela n'empêche pas de nombreuses luttes partielles et des affrontements, en particulier avec les milices patronales proliférantes, comme chez Jacquet et pour les sans-papiers : moyen commode pour l'Etat de combattre les travailleurs sans trop compromettre sa façade de gauche. Des occupations contre les licenciements ou fermetures d'entreprise sont poursuivies avec tenacité, mais souvent infécondes (comme chez Prost à Roanne) par les magouillages syndicats-municipalités-élus de gauche, dans le sens du sacrifice des travailleurs en grève au profit de solutions industrielles «réalistes» qui exigent, en fait, de nouveaux licenciements.

La bourgeoisie, qui redoutait un juin 36 rampant, commence à se rassurer. Le dérapage des salaires est plus que modeste ! Le SMIC sera réajusté sans supplément en janvier, après l'aumône des lendemains d'élection. L'ingénieux système Delors des «réajustements» après coup permet de maintenir les salaires de la fonction publique en dessous de l'inflation. L'expectative et la rareté des luttes dans le privé ont eu des effets analogues, bien que certains sages gouvernementaux déplorent encore le laxisme excessif dans ce domaine. Edmond Maire ne déclarait-il pas

le 11 décembre qu'il était plus révolutionnaire de créer un emploi que de maintenir le salaire ?

Mais justement, tout le monde doit reconnaître que les ordonnances sur le temps de travail, si elles ont des effets, n'auront en tout cas que très peu d'incidence sur l'emploi. Le but essentiel de ces ordonnances, comme nous l'avons dit depuis longtemps, est de pousser à la négociation à la fois les ouvriers récalcitrants et, surtout, les petits et moyens patrons cramponnés au statu quo, dont l'entêtement a fait échouer déjà sous Barre et Giscard le troc projeté : une heure de travail hebdomadaire en moins contre la liberté, pour les patrons, de varier les horaires, de multiplier travail de nuit et travail posté.

Auroux tente, de plus, de donner à la bonzerie syndicale un poids accru dans tous ces arrangements, en proposant de soumettre les heures supplémentaires, comme l'emploi des intérimaires, à l'accord des syndicats représentatifs. Il est probable que cette «concession» sera rabotée comme l'a été le projet de droit de veto syndical sur les licenciements.

Mais surtout, les travailleurs ne peuvent compter pour contrer l'exploitation patronale croissante sur des gens aussi respectueux des «priorités» économiques. La reprise des luttes pour le salaire et la réduction du temps de travail est la seule voie.

REPRESSION SOCIALISTE

D'après une dépêche de l'AFP : «Le premier mois de fonctionnement du service de protection et de sécurité dans le métro parisien, mis en place le 2 novembre dernier, a donné des "résultats encourageants", selon un premier bilan, lundi, de la préfecture de police.

«Le nombre d'interpellations en novembre 1981 a été de 22.476 contre 20.696, pour novembre 1980, poursuit le document. Si le nombre de personnes conduites au poste, c'est-à-dire formellement mises en cause pour un délit, a été de 1084 contre 1087 en novembre 1980, par contre, 1006 de ces personnes interpellées ont été mises à la disposition de la police judiciaire contre 736 pour le mois de comparaison.

«M. Jean Perier avait annoncé en octobre dernier le remplacement de la Compagnie Centrale de Sécurité du Métropolitain par un "service de protection et de sécurité du métro" (S.P.S.M.).

«Les 286 gardiens de la paix de cette unité sont épaulés par deux escadrons de gendarmerie mobile, soit un total de 450 personnes placés sous le commandement d'une femme, le Commissaire Nadine Joly.»

La répression «socialiste» : le voilà le «changement»!

REUNION DEBAT

Le vendredi 22 janvier, à 20h30
27, avenue de Choisy, Paris XIII^e
(métro: Porte de Choisy)

**PAS DE PAIX
SANS REVOLUTION !**

PROGRAMME COMMUNISTE

N° 87 - Au sommaire:

- Les menaces de guerre et la lutte de classe convergent vers l'Europe.
- Les populations immigrées en Grande-Bretagne.
- Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. 2^e partie: le PCF.
- Après la mort de Sadate.
- A propos de la «révolution sandiniste».

REUNION GENERALE DU PARTI

La question de la jeunesse

Une grande partie de notre dernière réunion générale était consacrée aux problèmes du travail dans la jeunesse.

Dans beaucoup de domaines, ce sont les jeunes qui sont aujourd'hui sur le devant de la scène sociale, dans la révolte des immigrés en Angleterre aussi bien que dans la lutte contre la guerre, dans l'agitation des banlieues ouvrières comme à Lyon aussi bien que dans les occupations d'immeubles à Berlin, dans la lutte contre la répression aussi bien que dans les manifestations antinucléaires, dans les actions «d'expropriation» dans les supermarchés aussi bien que dans les mouvements de «libération sexuelle».

Le but du rapport de la réunion générale était, d'une part, de rappeler les bases de principe de notre intervention dans ce secteur très important, d'autre part, d'ébaucher l'étude des conditions particulières dans lesquelles se trouve aujourd'hui la jeunesse surtout ouvrière, et leur évolution tant au cours des dernières décennies qu'actuellement. La connaissance de ces conditions, non seulement économiques mais aussi psychologiques, familiales et sociales au sens le plus large, est nécessaire pour une intervention efficace.

Certes, pour des raisons évidentes, les jeunes en général sont moins installés dans la société bourgeoise, moins soumis à ses impératifs matériels et moraux,

moins enfermés dans ses ornières que les adultes, et donc plus ouverts à la propagande révolutionnaire la plus large. Mais le travail dans la jeunesse ne peut se limiter à la propagande pour le communisme. Non seulement notre propagande doit se relier aux problèmes, aux besoins et aux luttes des jeunes, mais le Parti doit intervenir dans ces luttes pour y apporter ses réponses politiques, contribuer à les orienter dans le sens classiste et renforcer leur organisation.

En effet, s'il est normal que dans le cours tourmenté de la reprise de classe ce soient les catégories un peu «marginales» et le moins solidement intégrées dans la société bourgeoise qui bougent en premier, il est normal aussi que ce mouvement touche plusieurs classes et soit particulièrement perméable à l'idéologie, aux orientations et aux méthodes de lutte interclassistes.

Ainsi, il est évident qu'il n'existe pas «une jeunesse» en général, mais des jeunes de différentes classes. Mais, s'ils ont des intérêts différents et parfois opposés, ils ont aussi des problèmes communs. Dans les classes moyennes, ce sont les jeunes qui subissent le plus directement la pression de la prolétarisation et manifestent les réactions contradictoires bien connues qui en découlent. Mais plus largement, certains problèmes comme celui de la dépendance familiale et de l'autorité parentale, la sensibilité aux

menaces de guerre et le refus de la militarisation, l'absence d'avenir dans une société qui doute d'elle-même, etc., débordent du prolétariat sur des franges importantes de la petite-bourgeoisie et même sur certains jeunes bourgeois.

Réciproquement, si la jeunesse ouvrière fait bien partie de la classe ouvrière, elle a des problèmes, des besoins et des réflexes particuliers. Ainsi, alors que l'ouvrier chargé de famille aspire avant tout à un emploi régulier et sûr, les jeunes réagissent différemment devant le chômage; ils en profitent pour refuser le bague de l'usine et acceptent de vivre d'expédients et de boulots occasionnels. De même, pour échapper à

leurs parents écrasés non seulement par le travail, mais souvent aussi par l'idéologie et la morale bourgeoises, et n'ayant pas encore à affronter le problème de la reproduction, ils cherchent à organiser une vie sociale indépendante de «bande» et à trouver une sexualité libre.

C'est un vaste champ qui se présente à l'action du Parti. Notre intervention ne vise évidemment pas à constituer la jeunesse en entité indépendante, mais au contraire à intégrer ses luttes dans la lutte en général du prolétariat. C'est particulièrement difficile aujourd'hui où le gros de la classe ne bouge encore que sporadiquement. Mais on doit travailler dans ce sens et aider pas à pas les luttes des jeunes à avancer dans cette direction en surmontant tous les pièges et les culs-de-sac du réformisme et aussi de l'extrémisme immédiatiste.

Le texte complet du rapport sera publié ultérieurement.

l'un à la Hongrie, où l'on découvre de plus en plus les vertus de la rentabilité et de l'autonomie des entreprises, et l'autre à la Chine, où on favorise de plus en plus l'artisanat individuel, avec son exploitation effrénée, notamment de jeunes travailleurs.

Un ample article de fond sur la crise économique analyse les caractéristiques de celle-ci notamment aux Etats-Unis et rappelle, sur le plan théorique, qu'il y a un saut de qualité entre la courbe de la récession économique et sociale et avec celle de la lutte révolutionnaire de classe.

Les correspondances sont consacrées aux luttes pour le logement et à la répression qui accompagne dans différentes villes d'Italie, comme Rome et Catane.

Enfin, une place est laissée à la revue de notre presse internationale et à des notes diverses sur l'inflation, le chômage et les luttes sociales dans le monde.

PRESSE DU PARTI

Le numéro 23 de 1981 de notre organe en langue italienne, **Il Programma Comunista** (19/12), est en grande partie consacré à la Pologne. L'éditorial, intitulé *La classe ouvrière polonaise ne s'avoue pas vaincue: à nous de lui donner une preuve aussi généreuse de solidarité de classe*, analyse la trajectoire de Solidarnosc depuis les grandes luttes d'août 1980 jusqu'au reflux dans la modération et le compromis de l'automne 1980 à l'automne 1981, et jusqu'aux luttes défensives de décembre dernier,

qui renouent avec la lutte sans quartier d'août 1980. Il montre la responsabilité du réformisme dans la catastrophe, et appelle le prolétariat à se solidariser avec ses frères de classe polonais.

Un article dénonce la complicité de toute la bourgeoisie mondiale avec le coup d'Etat contre la classe ouvrière. Une note pose la question: *Pourquoi les prolétaires italiens et des autres pays ne se mobilisent-ils pas?* Un tract complète l'ensemble.

Deux articles sont consacrés à d'autres pays de faux socialisme:

Abonnements :

1 an: 70 F, 6 mois: 35 F
Pli fermé: 105 F et 55 F

Abonnements de soutien:

à partir de 120 F

Correspondance et abonnements:

20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

Versements :

Chèque bancaire à l'ordre de Saro
ou chèque postal à l'ordre du «Prolétaire»

Directeur-gérant: SARO
Imprimerie «Editions Polyglottes»
232, rue de Charenton - 75012 Paris
Distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission paritaire
de presse: 52926

Les promesses du général Jaruzelski

Schmidt l'avait dit en revenant de Berlin-Est: la répression n'empêchera pas Jaruzelski de «poursuivre les réformes promises».

Jusqu'ici le gouvernement décidait d'augmenter les prix. Maintenant, nuance, il les «libère». Il donne le droit aux entreprises de fixer librement, donc d'augmenter massivement «les prix de la majorité des articles vendus à la population». Certains articles de grande consommation vont augmenter jusqu'à 400%.

Les prolétaires polonais n'auront désormais plus à faire de queue: ils n'auront même pas l'argent pour acheter les produits stockés dans les magasins...

Le char des «réformes» est aussi meurtrier que ceux de l'état de guerre!

Colis pour la Pologne

Pendant toute la crise, alors que les prolétaires polonais faisaient la queue devant les boucheries vides et que les âmes charitables organisaient des collectes, la Pologne a continué à exporter des produits alimentaires en Occident. Le coup d'Etat militaire n'a pas arrêté ces exportations, vers la France en particulier (voir le *Canard Enchaîné* du 30/12): tout en s'attendant sur les Polonais «privés de liberté», les curés et les démocrates réveillonnaient avec les lapins surgelés élevés de la bouche des Polonais...

L'Etat polonais affame les ouvriers pour avoir des devises, la bourgeoisie internationale en profite doublement!

Un «socialisme réel» capitaliste à 100%

(Suite de la page 5)

capitalisme étatique, où tout cela se fait sans accroc, grâce à la pratique ultra-répondue du pot-de-vin que les fameux contrôleurs se les derniers à négliger...

Mais tout cela n'est qu'enfantillage à côté du phénomène qu'on appelle «l'économie parallèle» en URSS et en Pologne, ou la «deuxième économie» en Hongrie, et qui est en réalité le **marché noir**.

Les entreprises y ont habituellement recours pour se procurer les matières premières mais aussi les produits semi-finis, les machines, etc., dont les circuits administratifs trop lourds retardent l'acheminement, ou que les fournisseurs attirés sont incapables de livrer dans les délais voulus

Mitterrand et Yalta

Se plaçant dans la tradition gaullienne, c'est-à-dire celle du coq français dressé sur ses ergots, Mitterrand s'est écrié dans sa conférence de presse du nouvel an: «*Tout ce qui permettra de sortir de Yalta sera bon*» Mais il ajouta, réaliste: «*A condition de ne jamais confondre le désir que nous en avons et la réalité d'aujourd'hui*». Pour lui «*le drame polonais s'inscrit dans cette contradiction*».

En bref, la lutte des ouvriers polonais n'est bonne que pour aider l'impérialisme français à sortir de Yalta! Et ce n'est pas encore le moment!

Nous, communistes révolutionnaires, nous pensons aussi qu'il faut sortir de Yalta, mais pas au moyen d'une nouvelle guerre impérialiste et pour entrer dans un nouveau partage du monde impérialiste plus terrible encore.

Sortir de Yalta n'a de sens que si cela signifie sortir de l'ordre établi impérialiste, donc en le brisant à jamais par la révolution prolétarienne.

selon les quantités désirées ou selon le modèle et la qualité demandés. A titre d'exemple, il est connu que la machine ne couvre en Russie que 10 à 15% de ses pièces de rechange par des contrats officiels! En contrepartie, ce système permet aux entreprises de vendre leurs produits à des prix plus intéressants, qui atteignent sur le marché des biens de consommation des niveaux plusieurs fois supérieurs aux prix officiels, ce qui réduit d'autant le salaire réel des travailleurs.

Il ne s'agit donc pas seulement de réaliser par ce moyen les objectifs du plan, mais bel et bien de **faciliter la valorisation du capital** et de raccourcir au maximum son cycle de rotation, bref d'obtenir le **taux de profit maximum**.

Ce phénomène atteint des proportions considérables tant en Russie que dans les autres pays, puisqu'on estime que le **marché noir** affecte 25% des échanges intérieurs!

Tout cela est tellement évident que le marché noir est considéré comme le correctif nécessaire du dirigisme bureaucratique, tout comme la fameuse «planification indicative» ou «à la française» est ici considérée comme le correctif nécessaire du libéralisme.

Mais ce n'est pas tout. L'Etat lui-même est obligé de piétiner régulièrement ses propres objectifs: c'est ainsi que ne laissant pas les entreprises augmenter leurs prix régulièrement comme en Occident, il procède à des hausses brutales de prix, de l'ordre de 50, 100% et même davantage, comme la Pologne le prouve. D'autre part,

Correspondance pour la Belgique:
J.A. BP 199
1060 Bruxelles 6

Correspondance pour la Suisse
Editions Programme, 12 rue du Pont
1003 Lausanne

Permanences du Parti EN BELGIQUE

● **A Bruxelles**: Le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

- **A Angers**: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc...
- **A Caen**: Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.
- **A Grenoble**: vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 19 décembre, 9 et 23 janvier, etc.
- **Au Havre**: vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.
- **Au Mans**: vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.
- **A Laval**: vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.
- **A Lille**: tous les mercredis de 18 à 19 h, 27 rue Adolphe.
- **A Lyon**: 17 rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche de 14 h à 16 h, les samedis 19 décembre, 9 et 23 janvier, etc.
- **A Nantes**: vente le 1^{er} dimanche de chaque mois; marché de Tallenc, de 10 h 30 à 11 h 30.
- **A Paris**: 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon. Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.
- **A Rouen**: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
- **A Roubaix**: vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.
- **A Strasbourg**: vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.
- **A Toulouse**: vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h soit les 20 décembre, 10 et 24 janvier, etc.
- **A Valence**: vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 20 décembre 10 et 24 janvier, etc.

EN SUISSE

- **A Lausanne**: tous les samedis de 10 h à 12 h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.
- **A Genève**: tous les mercredis de 18h30 à 20h, 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol, 1^{er} porte à gauche, puis 1^{er} porte à droite «atelier».